

Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques

France métropolitaine hors Corse

## Notice d'information du territoire

### « Bassin versant du Midour – Gers (OC\_MIDO) »

### Campagne 2026

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur le territoire « Bassin versant du Midour – Gers » au titre de la campagne PAC 2026. **Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.**

En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac<sup>1</sup>.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de la PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

---

<sup>1</sup> <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

## 1 PÉRIMÈTRE DU TERRITOIRE « BASSIN VERSANT DU MIDOUR – GERS » ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

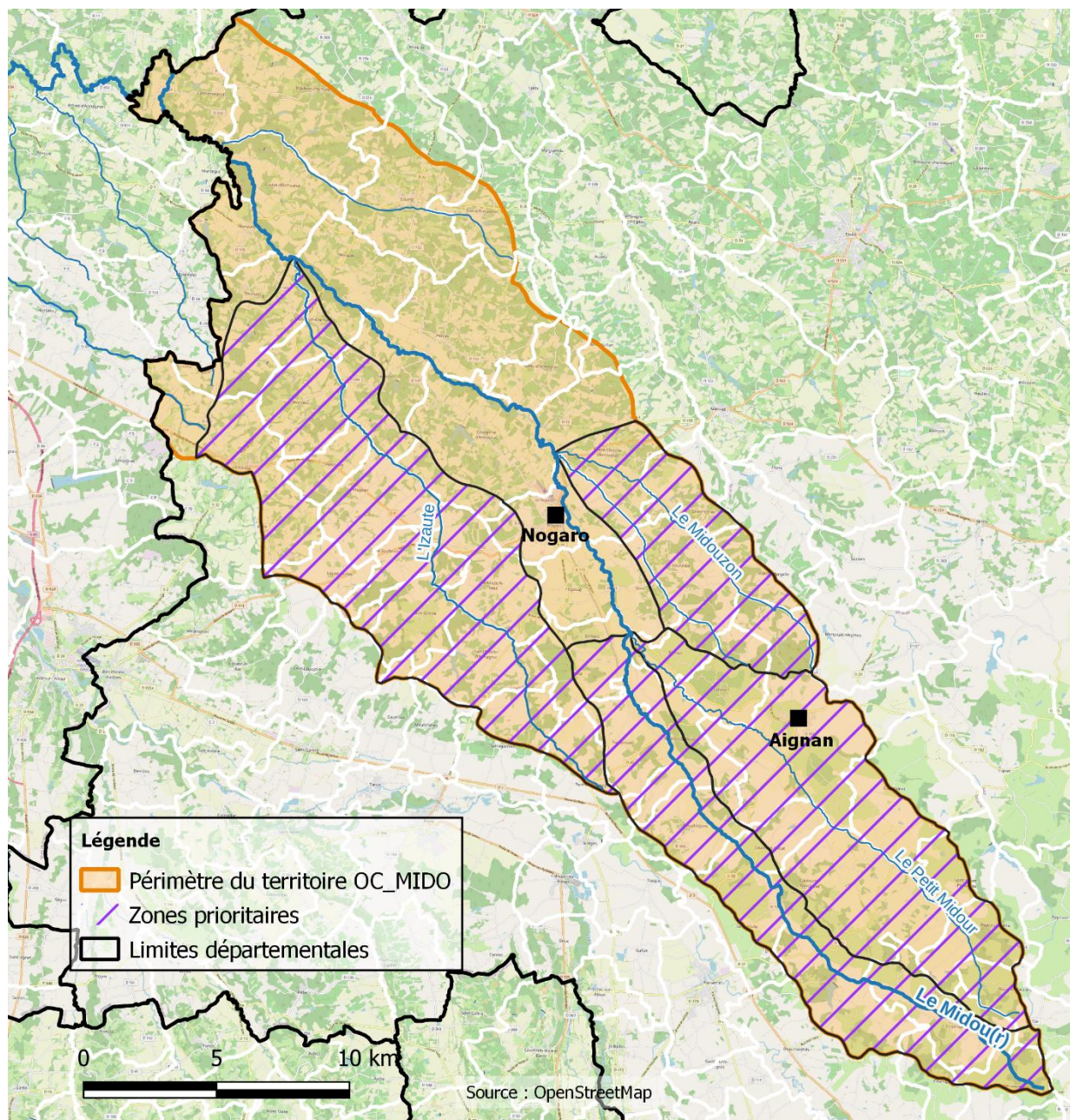
Le territoire « Bassin versant du Midour – Gers » couvre la partie gersoise du bassin versant du Midour avec tous ses affluents. Il s'étend de la source du Midour sur la commune d'Armous-et-Cau jusqu'à la limite départementale avec les Landes dont les communes de Mauléon-d'Armagnac, Lannemaignan, Castex-d'Armagnac, Monguilhem, Toujouse et Le Houga marquent la limite.

23 communes sont intégralement concernées par ce périmètre :

Code postal	Nom
32110	Arblade-le-Haut
32110	Bétous
32240	Castex-d'Armagnac
32110	Caupenne-d'Armagnac
32160	Couloumé-Mondebat
32400	Fustérouau
32240	Lannemaignan
32110	Laujuzan
32110	Loubédât
32230	Louslitges
32290	Loussous-Débat
32110	Magnan
32240	Maupas
32240	Monguilhem
32240	Monlezun-d'Armagnac
32240	Mormès
32110	Nogaro
32460	Perchède
32290	Sabazan
32110	Sion
32110	Sorbets
32240	Toujouse
32110	Urgosse

6 communes sont quant à elles incluses à plus de 90% dans ce périmètre (dont 4 à plus de 99%) :

Code postal	Nom
32290	Bouzon-Gellenave
32110	Lanne-Soubiran
32110	Panjas
32110	Saint-Griède
32110	Saint-Martin-d'Armagnac
32370	Salles-d'Armagnac



En ce qui concerne les mesures « systèmes », seules les exploitations dont au moins une parcelle se situe dans le territoire la première année d'engagement sont éligibles.

## 2 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

---

Sur les 48 537 ha du territoire, près de 45 899 ha correspondent à de la surface agricole utile (SAU). Celle-ci est répartie entre 613 exploitations dont les orientations technico-économiques principales sont l'élevage (majoritairement polyculture, polyélevage et élevage hors-sol), les grandes cultures et la viticulture. La culture majoritaire est le maïs qui occupe près de 28% de la SAU du territoire, suivi de près par les prairies et fourrages qui représentent 21% de la SAU, en lien avec l'activité d'élevage sur le bassin. La vigne est également très présente puisqu'elle représente près de 14% de la SAU.

Soumis à un climat océanique dégradé, la situation hydrologique du territoire est caractérisée par :

- En période hivernale, des hautes eaux et des crues brèves et soudaines liées au fort ruissellement lors d'épisodes pluvieux importants et violents. Ces crues sont d'autant plus violentes que le ruissellement est favorisé par le manque de couverture végétale des sols et d'infrastructure agro-écologiques à même de retenir une partie de l'eau. En découle une érosion importante des sols et une infiltration limitée de l'eau dans les nappes.
- En période estivale, des étiages accusés et généralement précoces en raison du climat plus sec et de la faiblesse des nappes libres.

La plupart des cultures d'étés cultivées sur le bassin (maïs, soja, tournesol, ...) sont semées au printemps. Cultures consommatrices d'eau, elles rencontrent leurs besoins en eau le plus fort en pleine période d'étiage. Les sols sableux étant particulièrement drainants, l'irrigation devient souvent une nécessité pour les agriculteurs.

Avec le changement climatique, la dépendance à l'irrigation va devenir de plus en plus forte et des cultures qui ne nécessitaient pas d'irrigation vont commencer à être irriguées. C'est déjà le cas pour la vigne, qui est parfois irriguée lors des périodes de sécheresse les plus importantes. Le territoire, déjà en déséquilibre important entre les usages et la ressource en eau disponible, devrait atteindre plus de 10 Mm<sup>3</sup> de déséquilibre à l'horizon 2050, en tenant compte du changement climatique, si rien n'est fait.

Outre pour l'irrigation, qui est le premier poste de consommation d'eau sur le territoire, le manque d'eau pose aussi des problèmes pour la biodiversité et les milieux naturels qui en dépendent : perturbation des cycles de vies des espèces, disparition d'habitat lors des étiages les plus sévères, impact sur la qualité de l'eau (notamment au niveau des stations d'épurations des eaux usées dont les rejets ne sont parfois plus assez dilués), ...

Certaines pratiques agricoles ont également un impact non négligeable sur la dégradation de la qualité de l'eau (drainage, utilisation de produits phytosanitaires, labour, absence de couverture végétale des sols, dégradation de la ripisylve, ...) que ce soit à cause de l'érosion des sols ou de la pollution diffuse.

### 3 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

Un seul type de mesures est proposé :

- Des **mesures « systèmes »** pour lesquelles l'exploitant doit obligatoirement demander à engager au moins 90 % des surfaces éligibles à la MAEC de son exploitation ;

Liste des MAEC proposées :

Type de couvert et/ou habitat visé	Enjeu environnemental visé	Code de la mesure	Type de mesure (système ou localisée)	Objectifs de la mesure	Montant	Financement <sup>2</sup>
Terres arables et prairies permanentes	Climat	OC_MIDO_HBV1	Système	Autonomie alimentaire, maîtrise de la fertilisation et maintien de la structure des sols	121 €	FEADER AEAG / ETAT
Terres arables et prairies permanentes	Climat	OC_MIDO_HBV2	Système	Autonomie alimentaire, maîtrise de la fertilisation et maintien de la structure des sols	177 €	FEADER AEAG / ETAT
Terres arables et prairies permanentes	Climat	OC_MIDO_HBV3	Système	Autonomie alimentaire, maîtrise de la fertilisation et maintien de la structure des sols	233 €	FEADER AEAG / ETAT

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire « Bassin versant du Midour – Gers ».

<sup>2</sup> Liste des financeurs potentiels. Le plan de financement sera arrêté après instruction en fonction des règles d'intervention des cofinanceurs nationaux.

## 4 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

---

### **Plancher annuel :**

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

### **Plafond annuel pour les exploitations agricoles :**

**Le montant total des aides versées à un demandeur autre qu'un groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) au titre des MAEC ne pourra dépasser un montant annuel (tous financeurs confondus) de 7 500 € par bénéficiaire.**

Par exception, le plafond annuel par bénéficiaire est porté à 10 000 € si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- engagement d'une surface supérieure à 15 hectares dans la MAEC OUV2 en zone de coupure d'un territoire à enjeu DFCI ;
- engagement dans une ou plusieurs MAEC cofinancées par une Agence de l'eau.

Pour les GAEC totaux, le montant maximum des aides défini ci-dessus est multiplié par le nombre d'associés remplissant les critères individuels d'éligibilité.

En conséquence, aucun engagement qui conduirait à dépasser le montant plafond en première année d'engagement ne pourra être accepté.

### **Plafond annuel pour les entités collectives :**

Est qualifié d'entité collective toute personne morale juridiquement constituée gérant en responsabilité directe des surfaces dont elle est propriétaire ou locataire à des fins d'utilisation collective par les troupeaux de ses membres ou ayants droit.

Le montant total des aides versées à une entité collective au titre des MAEC ne pourra dépasser un montant annuel (tous financeurs confondus) déterminé selon les règles spécifiques précisées à l'article 3 de l'arrêté préfectoral relatif aux engagements agroenvironnementaux et climatiques en 2026 de la région Occitanie (consultable sur le site internet de la DRAAF : <https://draaf.occitanie.agriculture.gouv.fr/arrete-relatif-aux-engagements-agroenvironnementaux-et-climatiques-en-2026-de-a9916.html>)

## 5 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

---

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide lorsque le nombre de demandeurs éligibles est supérieur aux capacités de financement. Dans ce cas, les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères définis.

Ces critères de priorisation sont précisés dans la notice spécifique de chaque mesure.

Critère n°1 : Priorité aux exploitations qui ont le plus de surfaces engagées situées dans les zones prioritaires du territoire du PAEC (sous-bassins de l'Izaute, de la Riberette, du Midouzon et de la source du Midour).

Critère n°2 : Priorité aux exploitations pour qui la MAEC engendre des changements de pratiques par rapport aux exploitations pour qui la MAEC correspond à du maintien de pratiques.

Critère n°3 : Priorité aux exploitations qui s'engagent sur des MAEC de niveau 3 par rapport à celles qui s'engagent sur des MAEC de niveau 2.

Critère n°4 : Priorité aux exploitations qui s'engagent sur des MAEC de niveau 2 par rapport à celles qui s'engagent sur des MAEC de niveau 1.

Critère n°5 : Priorité aux exploitations engagée sur la mesure Sol-Semis direct niveau 2 OU Eau-Couverture-Herbicides-Grandes Culture niveau 2 OU Climat-Bien-être animal-Autonomie fourragère – Elevages d'herbivores niveau 3.

Critère n°6 : Priorité aux exploitations qui ont le plus de surfaces engagées sur l'ensemble du territoire du PAEC

## 6 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

---

Pour vous engager dans une MAEC en 2026, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2026 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- En cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- En dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC<sup>3</sup>, en précisant le code de la mesure demandée ;
- *Le cas échéant, si une ou plusieurs mesures proposées sur le territoire reposent sur des surfaces cibles* : En cochant à l'étape « RPG » les surfaces cibles ;

*Le cas échéant, si une ou plusieurs mesures proposées sur le territoire présentent des exigences liées aux effectifs animaux (nombre d'UGB, chargement...), préciser :*

Concernant les mesures « OC\_MIDO\_COV2 », « OC\_MIDO\_HBV2 » et « OC\_MIDO\_HBV3 » vous devez également déclarer les effectifs animaux autres que bovins dans l'écran correspondant sur Télépac, afin que la DDT(M) soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

## 7 CONTACTS

---

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice du territoire :

**Chambre d'agriculture du Gers**

Emilie Boué : 05 62 61 77 77 - [emilie.boue@gers.chambagri.fr](mailto:emilie.boue@gers.chambagri.fr)

---

<sup>3</sup> Disponible sur Telepac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>